

**ARRETE MISE EN SECURITE – PROCEDURE URGENTE**

**« Risque d'effondrement du mur situé**

**68 rue de la Vierge »**

**N°43/24**

Le Maire de la ville de THOIRY,

**Vu** le code de la construction et de l'habitation, notamment les articles L 511-19 à L 511-22, L.521-1 à L.521-4 et les articles R.511-1 à R.511-13 ;

**Vu** le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.2131-1, L.2212-2, L.2212-4 et L.2215-1 ;

**Vu** le rapport dressé par la Police municipale en date du 01 février 2024 mettant en évidence l'urgence de la situation et la nécessité d'appliquer la procédure prévue à l'article L. 511-19 du code de la construction et de l'habitation ;

**CONSIDERANT** qu'il ressort du rapport susvisé que le mur de façade situé au 68 rue de la Vierge est dépourvu de toiture, permettant ainsi une prise au vent importante ; que les poutres en bois qui soutenaient le mur sont tombées ; que la façade est en surplomb d'une voie de circulation ; que le reste de toiture s'est écroulée au centre de l'ouvrage ; qu'il existe un point de faiblesse important sur le mur (présence d'une fissure) qui le désolidarise du reste de l'ouvrage, le mur présentant en conséquence une légère inclinaison vers la route ; que plusieurs pierres se sont décrochées de la façade et qu'un bloc de pierre en haut du mur menace de tomber sur la voie de circulation ;

**CONSIDERANT** que cette situation compromet la sécurité des tiers en cas d'effondrement de la façade ;

**CONSIDERANT** qu'il ressort de ce rapport qu'il y a urgence à ce que des mesures provisoires soient prises en vue de garantir la sécurité publique ;

**ARRETE**

**Article 1 :**

Messieurs Michel ZOGHBY, Alexis CATTAND, Franck CATTAND et Mesdames Natasha ZOGHBY, Michèle CATTAND, Tatiana HOSHIKO, propriétaires de la maison sis 68 rue de la Vierge, référencée BS 208 sont mis en demeure d'effectuer, sur le mur de façade de la bâtisse surplombant la voie de circulation, avant le 11 février 2024 :

- La sécurisation du mur
- La reprise complète du mur ou sa démolition.

**Article 2 :**

Les règles de circulation seront provisoirement modifiées dans les conditions suivantes :

Fermeture de la rue de la Vierge à hauteur du numéro 68 : du 1<sup>er</sup> au 11 février 2024.

La circulation de tous les véhicules sera interdite, le stationnement sera strictement interdit sur la chaussée côtés pairs et impairs.

L'accès des piétons sera interdit.

La pose de barrières et d'une signalétique adaptée signalant le danger sera mise en place par le service Cadre de vie de la commune de Thoiry (01).

**Article 3 :**

Faute pour la personne mentionnée à l'article 1 d'avoir exécuté les mesures ci-dessus prescrites dans le délai précisé ci-dessus, il y sera procédé d'office par la commune et aux frais de la personne visée à l'article 1, ou à ceux de ses ayants droit.

**Article 4 :**

Le non-respect des prescriptions du présent arrêté et des obligations qui en découlent sont passibles des sanctions pénales prévues aux articles L. 511-22 et à l'article L.521-4 du code de la construction et de l'habitation.

**Article 5 :**

Lorsque la personne mentionnée à l'article 1, ou ses ayants droit, à son initiative, a réalisé des travaux permettant de mettre fin à tout danger, elle est tenue d'en informer les services de la commune qui fera procéder à un contrôle sur place.

La mainlevée de l'arrêté de mise en sécurité pourra être prononcée après constatation des travaux effectués par les agents compétents de la commune, si ces travaux ont mis fin durablement au danger.

La personne mentionnée à l'article 1 tient à disposition des services de la commune tous justificatifs attestant de la bonne et complète réalisation des travaux.

**Article 6 :**

Le présent arrêté sera notifié à la personne mentionnée à l'article 1 ci-dessus par lettre remise contre signature ou tout autre moyen conférant date certaine à la réception.

Le présent arrêté sera affiché sur la façade du bâtiment, ce qui vaudra notification, dans les conditions prévues aux articles L. 511-12 et R. 511-3 du code de la construction et de l'habitation.

**Article 7 :**

Le Maire, le responsable de la police municipale, le commandant de la brigade de gendarmerie de Thoiry, les propriétaires du bâtiment, sont chargés chacun en ce qui les concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté.

**Article 8 :**

Le présent arrêté est transmis au préfet du département de l'Ain.

**Article 9 :**

Le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Lyon, sis 184, rue Duguesclin-69433 LYON Cedex 03, pour excès de pouvoir dans le délai de 2 mois à compter de sa publication.

Fait à Thoiry,  
Le 1<sup>er</sup> février 2024

Le Maire,  
**Muriel BÉNIER**

